



# Impossible n'est pas franco-allemand !

Par Sabine Thillaye, Christophe Arend et Andreas Jung | 18/06/2018

---

A l'occasion du sommet franco-allemand qui se tiendra ce mardi 19 juin, des députés français et allemands font des propositions pour renforcer les relations entre les deux pays et faire avancer le projet européen. Par Sabine Thillaye et Christophe Arend, co-président-e-s du groupe de travail franco-allemand de l'Assemblée nationale, et Andreas Jung, président du groupe de travail franco-allemand du Bundestag.

Le partenariat franco-allemand doit être un ancrage solide au sein de l'Union européenne, dans un monde d'incertitudes croissantes. Agir pour l'avenir de notre jeunesse et un environnement durable, défendre le système multilatéral de commerce, transformer les révolutions technologiques en opportunités, sont autant de défis qui appellent des réponses communes. Pris isolément, la France et l'Allemagne comme les autres Etats européens ne sont pas suffisamment armés pour faire face aux défis du présent et de l'avenir. Afin de garantir une stabilité européenne à long terme, le partenariat franco-allemand doit être plus qu'une base solide : il doit être un moteur du progrès.

Le 22 janvier dernier, les députés français et allemands ont adopté simultanément une résolution commune de l'Assemblée nationale et du Bundestag appelant à une actualisation du Traité de l'Elysée et à de nouvelles impulsions pour renforcer la capacité d'action de l'Union européenne. Un accord parlementaire franco-allemand est également en cours de finalisation d'ici la fin de l'année.

## Stabilisation de l'Union économique et monétaire

Nous, députés français et allemands, présidents et membres du groupe de travail franco-allemand du Bundestag et de l'Assemblée nationale, sommes déterminés à renforcer ensemble de manière durable les relations entre nos deux pays pour faire avancer l'Europe. Depuis le 22 janvier, notre groupe de travail innove : pour la première fois, 18 députés allemands et français ont été mandatés par nos parlements pour faciliter les initiatives, créer des synergies, ouvrir des opportunités. Le renforcement des relations franco-allemandes doit constituer une réelle plus-value pour les citoyens et nos sociétés dans leur ensemble. Nous avons demandé en janvier à nos gouvernements de formuler des propositions communes pour le développement et la stabilisation de l'Union économique et monétaire avant la fin du printemps 2018. Le sommet franco-allemand se tiendra ce 19 juin, deux jours avant l'été. Nous attendons de nos gouvernements qu'ils saisissent cette occasion afin de franchir une étape majeure dans la recherche d'accords positifs pour tous.

## Pour une croissance soutenable et durable

Un peu plus tard, à Bruxelles, se tiendra un sommet européen. La France et l'Allemagne seront attendues : il faudra démontrer, ensemble, une véritable volonté d'insuffler un nouvel élan européen. Nos attentes sont immenses, à l'image des opportunités qui s'offrent à nous. Français et Allemands doivent rendre l'Union économique et monétaire plus résistante face aux crises économiques et plus sûre pour l'avenir, considérant que la compétitivité, la convergence, des

finances publiques saines, une croissance durable, un taux d'emploi élevé et un niveau minimum des droits sociaux garantis doivent être le fil directeur de nos efforts communs. La réforme du mécanisme européen de stabilité, la proposition d'investissements communs pour la convergence et la finalisation de l'union bancaire sont trois des points sur lesquels la France et l'Allemagne doivent s'accorder. D'ici fin juin, un accord véritablement ambitieux devra être trouvé afin de définir un cap et de redonner confiance aux citoyens.

Nous réitérons notre engagement en faveur d'une croissance soutenable et durable, avec la création d'un centre franco-allemand sur les énergies renouvelables et d'un institut de recherche franco-allemand pour le développement durable. Afin d'anticiper les défis de demain, nous voulons stimuler la recherche dans les innovations de rupture et l'intelligence artificielle grâce à un programme dédié et la création d'une agence européenne.

## **Intensifier la coordination en matière de défense**

Nous appelons aussi, en matière de défense, les gouvernements à intensifier leur coordination dans le cadre de la coopération structurée permanente nouvellement créée, à mettre en place rapidement le fonds européen de défense et à promouvoir une culture stratégique commune. Les formations d'état-major général devraient également être plus étroitement coordonnées dans ce but.

Nous demandons aux gouvernements d'approfondir les efforts communs en matière de lutte contre les causes des migrations, ainsi que la coordination des mesures prises en matière de politique migratoire. Le président Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel ont ainsi tous deux promu l'idée d'une police des frontières européenne et d'une autorité commune pour harmoniser nos règles et pratiques en matière d'asile.

Nous sommes unis pour défendre nos intérêts face aux récentes décisions américaines de taxer, illégalement, les exportations européennes d'acier et d'aluminium. Nous commençons à mettre en réseau nos universités, premier pas vers une université européenne.

## **Mettre en route le projet européen**

Soyons lucides, c'est précisément parce que ce chemin est complexe qu'il n'avait pas été jusqu'ici emprunté avec autant de détermination. Habitudes de pensée, cultures politiques, visions nationales des intérêts, sont autant de différences à prendre en compte. Mais ces différences sont en réalité nos complémentarités, nos capacités d'action commune au profit de la construction européenne.

Les fondations existent. Maintenant, il s'agit de mettre en route le projet européen. Le projet de mettre en commun les productions de charbon et d'acier de nos pays était révolutionnaire en 1950 : nous, parlementaires, travaillons aujourd'hui à faire preuve de la même audace. C'est ainsi que nous ferons avancer l'Europe.

### **L'ensemble des signataires :**

Députés français du groupe de travail : Jean-Jacques GAULTIER, Les Républicains,  
Antoine HERTH, UDI, Agir et Indépendants,  
Patrick HETZEL, Les Républicains,  
Cécile UNTERMAIER, Nouvelle Gauche,  
Sylvain WASERMAN, MoDEM

Députés allemands du groupe de travail : Dr. Reinhard Brandl, CDU-CSU,  
Dr. Franziska Brantner, Verts,  
Ursula Groden-Kranich, CDU-CSU,  
Michael Georg Link, FDP,  
Christian Petry, SPD,  
Dr. Nils Schmid, SPD